

COMMUNIQUE

Marine Tondelier, Secrétaire nationale des Écologistes, interpelle le ministre de l'Intérieur sur sa visite en Martinique

Marine Tondelier, Secrétaire nationale des Écologistes - Europe Écologie Les Verts, sera en visite en Martinique du mercredi 13 au vendredi 15 mars 2024, dans le cadre d'une série de déplacements prévue de longue date incluant la Guadeloupe, la Martinique, et la Guyane en mars puis la Réunion et Mayotte en avril. Les territoires d'outre-mer et les problématiques qu'y rencontrent leurs populations sont au cœur des préoccupations et des solutions écologistes.

Apprenant la venue en Martinique du ministre de l'Intérieur, elle souhaite l'interpeller sur le décalage flagrant entre les paroles et les actes de ce Gouvernement et espère qu'il répondra à ces questions simples :

- Pourquoi alors que les territoires ultramarins connaissent une situation sociale, environnementale et économique particulièrement difficile, le Gouvernement a-t-il décidé de couper 79 millions de crédits budgétaires pour améliorer les conditions de vie et l'emploi ? C'est d'une hypocrisie sans nom : un signe de plus du mépris de ce Gouvernement pour celles et ceux qui ont le plus besoin de la République.
- Pourquoi annoncer puis présenter comme une nouveauté et une solution la création d'un Délégué interministériel à la souveraineté agricole des outre-mer alors qu'il existait depuis 2019 un Délégué interministériel à la transformation agricole des outre-mer, avec quasiment exactement les mêmes attributions ? C'est se moquer des ultramarins que de considérer que ce qui a échoué hier réussirait aujourd'hui. Et de faire de la communication politique sur leur dos alors que ce sont des actes et des avancées concrètes qu'ils attendent et dont ils ont besoin. Les solutions pour la souveraineté alimentaire ultramarine sont connues : moyens français et européens pour la dépollution des sols, réforme agraire pour sortir d'une situation où 1% de la population héritière du colonialisme possède la moitié des terres, lutte contre la concentration de la grande distribution qui impacte les marges des paysans.
- Le ministre de l'Intérieur veut-il créer des lois d'exception aux Antilles ou en Guyane comme il l'a proposé à Mayotte, notamment sur le droit du sol ? Contrairement à ce que croit Gérard Darmanin, le sang a toujours la même couleur. Et c'est un principe fondateur de notre République ! Nous ne sommes pas Français par le sang mais par le sol, la



République ne doit pas faire de différence sur la citoyenneté entre la Martinique et Marseille, entre la Guyane et Tourcoing.

Ce Gouvernement doit cesser les annonces et obtenir des résultats pour une égalité réelle dans toute la République.